

Brochure n° 3232

Convention collective nationale

IDCC : 1606. – **BRICOLAGE**
(Vente au détail en libre-service)

AVENANT N° 2 DU 16 JANVIER 2019
À L'ACCORD DU 18 MARS 2010 RELATIF À LA PARTICIPATION
DES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX ET À L'INDEMNISATION DES FRAIS
DE DÉPLACEMENT LORS DES RÉUNIONS PARITAIRES DE BRANCHE

NOR : ASET1950480M
IDCC : 1606

Entre :

FMB,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FCS CGT ;

CFDT services,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet et champ d'application

Le présent avenant a pour objet d'actualiser les modalités de participation des représentants des organisations syndicales représentatives aux réunions paritaires de branche, notamment suite à la création de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI).

Le champ d'application du présent accord est celui de la convention collective nationale du bricolage défini à l'article 1^{er} de ladite convention.

Les modifications apportées sont présentées dans l'ordre chronologique des articles existants.

Article 2

Modification de l'article 1^{er} « Commission paritaire nationale de branche »

I. – Le titre de l'article est remplacé par les termes : « commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation ».

II. – L'article *a* « Composition et fonctionnement » est supprimé.

III. – L'article *b* devient *a* avec le titre suivant : « Réunions préparatoires à la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation ».

IV. – Au premier alinéa, la dernière phrase est modifiée comme suit :

Après les mots « cinq par année civile au maximum dont », la fin de la phrase est modifiée comme suit : « deux sont sécables en 2 demi-journées au choix des organisations syndicales représentatives ».

V. – Au dernier alinéa, le chiffre « 10 » est remplacé par le chiffre « 5 ».

Article 3

Modification de l'article 2 « Autres commissions paritaires nationales de branche »

Au premier alinéa, à la première phrase, les mots « et de la commission nationale paritaire de conciliation et d'interprétation définie à l'article 2.4 de la convention collective » sont supprimés.

Article 4

Modification de l'article 4 « Prise en charge des frais »

I. – Au premier alinéa, la première phrase est modifiée et remplacée par :

« Les frais occasionnés par les réunions paritaires de branche et les réunions préparatoires à celles-ci, et se tenant en ce qui concerne les réunions préparatoires à la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation dans les conditions définies à l'article 1. a), seront remboursés, selon les modalités et limites suivantes : ».

II. – Au e les mots « vingt-cinq (25) » sont remplacés par les mots « vingt-six (26) ».

III. – Au f au dernier tiret, les mots « en transports en commun » sont supprimés et remplacés par les mots « en voiture ».

Article 5

Application. – Durée. – Révision et dénonciation

Le présent avenant entre en application dès sa signature, sous réserve de l'exercice du droit d'opposition dans les conditions définies par la loi.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être révisé selon les conditions prévues à l'article 2.3.2 de la convention collective nationale du bricolage.

Il peut être dénoncé dans les conditions prévues par la loi.

Article 6

Dépôt et extension

Le présent accord est établi en vertu des dispositions du code du travail relatives à « la négociation collective – les conventions et accords collectifs du travail » (livre deuxième de la partie II). Compte tenu de son objet, le présent accord ne nécessite pas de dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Il est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations signataires et être déposé en deux exemplaires dont un sur support électronique. Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant. Le secrétariat de la commission paritaire est mandaté à cet effet (secrétariat CPPNI bricolage, chez FMB, 5, rue de Maubeuge, 75009 Paris et adresse mail : cppni@fmbricolage.org).

Fait à Paris, le 16 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)